

## LE DÉBRIEF HEBDO D'API

N°16

31 JANVIER 2024

« Je ne peux vous promettre que du sang, du labeur, des larmes et de la sueur », disait Churchill au Parlement britannique, en mai 1940, au moment de prendre les rênes du gouvernement en guerre. Nous serions tentés de dire que nous avons donné plus que notre part en sang et en larmes ; et c'est vrai. Mais qu'en est-il du labeur et de la sueur ? 2024 apportera peut-être un traité de paix, ou plutôt, de normalisation et de non-agression à l'Arménie : nous le souhaitons de tout cœur. Armenia Peace Initiative poursuivra son travail pour que la part du labeur fasse reculer, à notre modeste mesure, celle du sang et des larmes. C'est ce que nous nous engageons à faire, avec votre aide. Bonne année à tous.



Taline Papazian

### GÉOPOLITIQUE

# Nouvelle loi sur l'évitement du service militaire



---

## Le contexte

Le 16 janvier 2024, l'Assemblée a adopté en deuxième lecture un projet de loi porté par le parti "Contrat civil", relatif à une mesure d'amnistie partielle pour certaines catégories d'hommes ayant échappé au service militaire. Les poursuites pénales à leur encontre seraient annulées en échange du paiement d'une amende graduée, allant jusqu'à 15 millions de drams (36 000 €). Seule la tranche d'âge des 27 à 37 ans est concernée, pour une cible potentielle de 5 000 personnes. Troisième disposition dans le domaine de l'évasion du service depuis 2019, la nouvelle loi fait l'objet de vives controverses politiques et sociales. Motif principal de critique : les inégalités sociales, déjà trop visibles dans ce "grand chaudron" qu'est censé être l'armée, seraient exacerbées par les dispositions pécuniaires prévues par cette loi.

## L'analyse

Au cours des dernières années, le ministère de la Défense a fait circuler dans l'opinion plusieurs projets de lois concernant les forces armées, sans généralement parvenir à convaincre cette dernière. Des dysfonctionnements graves continuent de saper la confiance de la société s'agissant de la vie des jeunes conscrits en dehors des opérations militaires (incendie d'Azat en janvier 2023, suicides, homicides). Les "relations non-réglementaires" sont identifiées depuis des décennies comme une cause majeure d'accidents graves par les défenseurs des droits, les associations spécialisées et par le ministère de la Défense, sans que la situation ne s'améliore. La législation arménienne sur le service militaire continue des adaptations bancales sans prendre le problème à la racine. Elles témoignent des difficultés à satisfaire en même temps des questions morales, de cohésion nationale, de justice sociale ; des impératifs dictés par la situation de guerre, les insuffisances démographiques, l'émigration "militaire", et les réformes des forces armées.

---

# 32e anniversaire de l'armée : une réforme ou des mesures ?



## Le contexte

« L'armée reste une des orientations les plus importantes de la construction étatique », a déclaré le ministre de la Défense Souren Papikyan dans son discours du 28 janvier 2024, à l'occasion du 32ème anniversaire de l'armée. L'objectif d'une « armée professionnelle » aux « standards du 21ème siècle » est souvent mis en avant par le gouvernement, mais jamais expliqué ni globalement en termes de vision, ni dans les détails. Tout en rendant hommage à l'ensemble de l'armée, « des simples soldats aux généraux », Papikyan est venu présenter un bilan provisoire, insistant sur le fait qu'il s'agissait d'un travail en cours, présentant des problèmes, mais allant dans la bonne direction pour arriver à « une armée professionnelle ». Suit une liste des principales mesures adoptées ces deux dernières années. La pièce maîtresse des réformes en cours est l'amélioration de l'instruction des soldats et la qualité de la formation des officiers.

## L'analyse

L'architecture de sécurité de l'Arménie a vacillé avec la défaite de 2020 et s'est effondrée entre mai 2021 et septembre 2022 quand il est devenu clair que la Russie refusait de respecter les traités d'alliance conclus avec l'Arménie. L'opération militaire de l'Azerbaïdjan contre le Haut-Karabakh en septembre 2023 ayant débouché sur la fuite des Arméniens du Haut-Karabakh, le cessez-le-feu tripartite de la guerre des 44 jours de 2020 a été rendu nul et non avenu. La mission fondamentale des forces armées de la République d'Arménie n'a pas été redéfinie dans le contexte radicalement nouveau de l'après 2020 et désormais, de l'après-septembre 2023. Le sentiment qu'une perspective stratégique surplombante manque à ces réformes persiste, du moins pour ce qu'on peut en juger à partir des discours publics.

# Corruption et diplomatie européennes : bientôt la fin de la complicité ?



## Le contexte

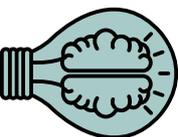
Le 22 janvier 2024, les pouvoirs de la délégation de l'Azerbaïdjan auprès de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) ont été contestés par le député Frank Schwabe (Allemagne, SOC) le jour de l'ouverture de la session plénière d'hiver. Citant les prisonniers politiques azerbaïdjanais, le déplacement violent des populations du Haut-Karabakh, le fait que l'Azerbaïdjan a refusé trois fois aux rapporteurs de l'Assemblée de se rendre en Azerbaïdjan au cours de l'année 2023, et enfin l'absence d'invitation à observer l'élection présidentielle azerbaïdjanaise du 7 février prochain, Frank Schwabe a entamé le débat et demandé la suspension de l'Azerbaïdjan. Sa demande a été soutenue par au moins trente membres de l'Assemblée, appartenant à au moins cinq délégations nationales, comme l'exige le règlement, amenant la suspension le 25 janvier.

## L'analyse

Les faits ne sont pas nouveaux, les noms des accusés non plus. Le 29 janvier, des procureurs allemands ont porté des accusations de corruption contre deux anciens législateurs (Axel Fischer et Eduard Lintner) soupçonnés d'avoir reçu des pots-de-vin de l'Azerbaïdjan en échange de votes en faveur de Bakou au Conseil de l'Europe, ainsi que le fils de l'un d'entre eux et un troisième législateur décédé en 2021. Largement documenté par des activistes azerbaïdjanais, souvent au péril de leur sécurité, puis largement repris et étoffé par des journalistes étrangers et relayés par des médias internationaux, la corruption à grande échelle que se permet le régime Aliyev à l'intérieur comme à l'extérieur du pays n'est un secret pour personne. Mais pendant des années Franck Schwabe et une poignée d'autres députés honnêtes exprimaient leur désaccord contre l'avis général de l'APCE. Assiste-t-on aux prémices d'un changement de la diplomatie européenne vis-à-vis de l'Azerbaïdjan ?



Donner à Armenia Peace Initiative, c'est agir concrètement en faveur de la pérennité de l'Arménie. Tous les dons, quel que soit leur montant, rendent nos actions possibles, qu'il s'agisse de promouvoir la paix ou de renforcer la sécurité.



Vous voulez nous aider ?

Il n'y a pas que le soutien financier qui compte.

Votre travail et votre bonne volonté sont les bienvenus !

Vous avez des compétences dans nos programmes de formations, en premiers secours, en cybersécurité, ou bien en levées de fonds?

**Contactez-nous!**



[www.armeniapeace.org](http://www.armeniapeace.org)



[Armenia Peace Initiative API](https://www.facebook.com/ArmeniaPeaceInitiativeAPI)



[API Armenia Peace Initiative](https://www.linkedin.com/company/api-armenia-peace-initiative)



[@ArmeniaPeace](https://twitter.com/ArmeniaPeace)